

---

accès inadéquat au marché américain. Ce marché est limité au Canada. Les fabricants canadiens doivent exporter pour survivre. Le débouché le plus près est le marché américain. Mais les prescriptions relatives aux achats aux États-Unis et aux restrictions analogues quant au contenu imposées au niveau de l'État font qu'il est très difficile pour les exportateurs canadiens d'en tirer parti.

Le gouvernement veut voir ces sociétés prospérer. Nous savons que c'est là une avenue plus prometteuse vers la croissance et l'emploi que ne le seraient des opérations de sauvetage — ou encore des incursions dans le protectionnisme, apprêté à notre façon.

Voilà donc les menaces et les occasions qui se présentent à nous. En nous penchant sur l'une et l'autre, nous avons été très conscients de l'importance fondamentale de faire participer directement les Canadiens à toute décision sur ce que nous pourrions négocier. Dans notre Exposé économique de novembre dernier, nous promettions de consulter étroitement le monde des affaires, les syndicats et d'autres groupes. Et c'est ce que nous avons fait tout au cours de l'année écoulée.

En janvier, nous avons diffusé un document de travail intitulé « Comment maintenir et renforcer notre accès aux marchés extérieurs » ; en mai, nous avons déposé au Parlement un livre vert sur les orientations des relations internationales du Canada.

Au printemps, mon collègue Jim Kelleher, le ministre du Commerce extérieur, a effectué dans les diverses régions du Canada une tournée de six semaines au cours de laquelle il a rencontré des centaines de Canadiens intéressés.

En mai, nous avons nommé un coordonnateur spécial des consultations portant sur l'accès aux marchés, M. Tom Burns, ex-président de l'Association canadienne d'exportation. M. Burns et son équipe ont rencontré des représentants d'une centaine d'associations et de sociétés.

Nous avons consulté les gouvernements provinciaux, d'abord à la Conférence des premiers ministres tenue en février, puis en mai à une réunion des ministres fédéral et provinciaux du Commerce à Vancouver. Une autre réunion des ministres du Commerce se tient aujourd'hui à Halifax, et les questions commerciales seront de nouveau inscrites à l'ordre du jour de la réunion des premiers ministres le mois prochain.

Tout au cours de l'été, un comité mixte spécial du Parlement a tenu des audiences publiques sur les échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis. Nous voulons plus de débats sur la question au Parlement, et plus de consultations à l'échelle du pays.

Nous mettons dès maintenant sur pied un Comité consultatif permanent du commerce extérieur pour faciliter l'échange régulier d'informations et de conseils entre le gouvernement et le secteur privé sur des questions de commerce international.

Le Comité sera présidé par M. Walter Light, ex-président et directeur du conseil d'administration de la société Northern Telecom. Une vingtaine de comités sectoriels, formés des représentants du